

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 41 (1983)
Heft: 2

Artikel: Perspectives
Autor: Goetschin, P.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-139008>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

PERSPECTIVES

P. GOETSCHIN,
*professeur à l'Université
de Lausanne et à l'IMEDE*

A partir du début des années 1960, le nombre des revues scientifiques de toute nature a augmenté de 2 à 3% par an, le volume des articles publiés représentant sans doute un pourcentage encore plus élevé. Il suffit d'interroger les banques de données bibliographiques pour se rendre compte de cette explosion inouïe de l'information. Comment déceler, dans cette abondance, ce qui est bon ou mauvais, original ou simplement emprunté ailleurs ? Le monde académique n'a pas peu contribué à cette inflation sous l'effet du «publish or perish» (publiez ou périssez), qui veut que le volume de mots mis en page prend souvent préséance, dans les promotions universitaires, sur les capacités pédagogiques ou les aptitudes à une recherche approfondie de longue durée. Un «perish first and publish after» allégerait singulièrement les rayons des bibliothèques sans que l'avancement des connaissances en fût sensiblement ralenti.

Cette démangeaison scripturale signifie naturellement que la concurrence sur le marché des revues scientifiques s'est vigoureusement amplifiée, comme d'ailleurs dans l'édition de livres, où toute chanteuse de cabaret qui a tenu deux saisons, où tout valet de chambre de famille royale, où tout politicien non réélu, estiment qu'ils doivent communiquer par écrit leurs états d'âme à l'humanité entière. Certes, les lecteurs sont plus nombreux ; mais face à l'avalanche qui les agresse, ils deviennent plus suspicieux et plus sélectifs. Contraints de choisir en fonction de leurs intérêts, de leur capacité d'absorption des faits et des opinions et du coût de l'information, ces lecteurs se font exigeants et critiques. Les nécessités professionnelles (comme aussi celles des loisirs) les poussent plus qu'auparavant vers les revues spécialisées, dans lesquelles ils puisent des éléments propres à enrichir leurs activités et à favoriser leur carrière. Il n'en reste pas moins que beaucoup ressentent le besoin de ne pas se priver de réflexions plus générales sur des problèmes de société, dont l'appréhension est moins liée à l'utilité immédiate qu'à ce fond de culture qui est indispensable à toute personne chargée de responsabilités.

L'ambition de la *Revue économique et sociale* a été, dès le départ, de contribuer à une meilleure compréhension des forces qui façonnent notre monde. Selon le langage militaire, elle s'est située à un niveau stratégique plutôt que tactique. Elle s'est adressée à ceux qui étaient soucieux de dépasser leur horizon personnel et de comprendre leur époque. A l'avenir, me semble-t-il, cet objectif devrait demeurer la préoccupation essentielle de la Revue, orientée moins sur l'épisode que sur ce qui fait l'histoire. Ceci appelle une discipline éditoriale et rédactionnelle rigoureuse, qu'il est difficile de respecter toujours, mais qui devrait s'articuler autour des piliers suivants :

- a) *Retenir l'essentiel* : dans ce que Edgar Morin a qualifié de « nuage informationnel », il faut identifier les faits et idées-force qui marquent maintenant et marqueront demain le cheminement confus des collectivités humaines. Pour échapper au passager et saisir les mouvements de fond de nos sociétés, il faut qu'une rédaction ait elle-même la perception de l'essentiel et trouve les interprètes capables d'en représenter la réalité et d'en communiquer explicitement le contenu. Il y a beaucoup de rêveurs dans les nuages et d'observateurs au raz du sol ; peu se situent à la bonne altitude où le champ de vision est vaste, mais où les pieds demeurent fermement rivés au roc.
- b) *Tendre à l'objectivité* : il n'est guère de propositions qui ne contiennent une part de subjectivité et, parfois, une opinion, même non validée, peut présenter de l'intérêt. Ceci dit, la Revue doit contribuer à la recherche de plus de vérité et de plus de connaissances, qui est l'une des aspirations fondamentales de l'esprit humain. Au demeurant, le souci d'objectivité peut conduire la rédaction à accepter la publication de thèses ou de prises de position qui ne sont pas nécessairement en harmonie avec ses propres convictions. Peu de choses sont définitivement vraies ou fausses et il suffit, pour s'en convaincre, de voir le sort réservé par le temps aux doctrines et théories économiques ou politiques.
- c) *Valoriser le style* : le langage parlé ou écrit est la voie royale de la communication avec autrui. Quiconque prend la plume ou frappe les touches de sa machine à écrire ne peut qu'être saisi d'angoisse face aux mots, à l'orthographe et au rythme des phrases. La maîtrise de la langue n'a pas suivi le développement du téléphone et de la télévision ; elle en a même souffert. La Revue se doit d'insister sur la clarté et l'élégance des textes, surtout à une époque où la langue française est en perte de vitesse. La profondeur de la pensée excluerait-elle l'humour ? On peut le craindre ; tout le monde n'a pas le style de J.K. Galbraith ! La gravité solennelle de la plupart de nos textes, que l'on tend à confronter avec le sérieux scientifique, n'encourage guère à la lecture. En bref, la capacité concurrentielle de la Revue sera d'autant plus grande dès lors que la matière présentée sera de haute valeur et qu'on en prendra connaissance avec plaisir.

- d) *Encourager la brièveté* : on écrit toujours trop par rapport à ce que l'on a à dire. Le temps de lecture étant limité, il faut chasser le superflu sans dommage pour le nécessaire. On ne lit pas un article, on suit un raisonnement. L'exigence de brièveté n'est pas aisément communicable aux auteurs, mais une rédaction ne saurait s'y soustraire, ne serait-ce que pour une question de coût.
- e) *Rechercher l'efficacité* : le progrès technique n'épargne aucun domaine de l'activité humaine. Pour la Revue, il ne s'agit pas seulement de proposer de bons articles à ses lecteurs. Elle se doit aussi de rechercher les moyens les plus efficaces et les plus économiques de communication. Cet impératif, qui a pu être négligé parfois dans le passé, se révélera de plus en plus important à l'avenir, qui verra une plus grande intégration encore de l'imprimerie avec les télécommunications et l'informatique.

Le respect des principes évoqués ci-dessus n'est pas chose aisée et il serait facile de pointer le doigt vers plusieurs cas de non observation des règles depuis quarante ans que la *Revue économique et sociale* est publiée. C'est en pensant à une concurrence future accrue, fondée de plus en plus sur la sélectivité et la qualité, que ces normes sont rappelées ici. Naturellement, les rédacteurs qui assureront la relève auront leur propres idées, mais je pense qu'il y a un certain caractère de permanence dans ces principes et ces disciplines.

Se référer à des normes est bien ; encore faut-il savoir à quoi les utiliser. Il n'est pas question d'imaginer en ce moment ce que sera le contenu de la Revue au cours de ces prochaines années. Tout au plus peut-on signaler quelques domaines de réflexions :

- a) *L'ordre économique et monétaire international*, instauré à Bretton Woods et présentement très perturbé, devra être réformé. L'inclusion des pays du Tiers-Monde et de futures puissances politiques et économiques comme la Chine impliquera de profondes modifications dans les rapports de force et dans les pouvoirs de décision. Comment passer de la «Gestion de la crise», qui caractérise les politiques monétaires actuelles, à un système moins fragile et quel sera ce système ? Verra-t-on se multiplier les zones monétaires régionales ? Comment se relieront-elles les unes aux autres ? Quel sort sera-t-il réservé aux Droits de tirage spéciaux ou à l'or le quel, quoique «démonétisé», représente toujours une part substantielle des réserves monétaires. Quelles seront les modalités futures de la croissance économique, entraînée par les nouvelles technologies, mais infléchie par les aspirations à la redistribution des richesses mondiales, par les pressions écologiques, et par des confrontations idéologiques toujours aussi vives ?

- b) Au cours des dernières décennies, l'*entreprise privée*, considérée comme le moteur de la croissance, s'est transformée en de grandes constructions bureaucratiques, parfois nationalisées. Efficaces dans les productions de masse et l'extension géographique, elles n'ont pas toujours fait preuve de capacités innovatrices éminentes. Elles ont aussi développé des modes de gestion de plus en plus complexes et de vastes structures hiérarchisées qui ne favorisaient guère l'esprit d'entreprise et la propension à l'invention. Une réaction est en passe de remettre en valeur partout les petites et moyennes entreprises et le «capital-risque» est à la mode. Il vaudra la peine d'observer avec soin les formes variées que prendront les firmes du futur, soucieuses de simplifier leur «management», préoccupées de maîtriser et commercialiser plus rapidement les technologies qu'elles auront développées elles-mêmes ou acquises auprès de centres de recherches et désireuses de maintenir en leur sein un climat d'informalité et de créativité. Les écoles de formation à la gestion devront tenir compte de ces tendances, qui pourraient revitaliser nos économies, et ne pas se limiter à préparer des cadres sophistiqués pour les seules grandes entreprises.
- c) Le *secteur public* s'est énormément développé depuis la guerre, tant en comparaison du produit national qu'en termes d'emplois. Le «Welfare State», qui a accusé une expansion sans pareille, montre déjà des signes d'essoufflement. Le vieillissement de la population et une croissance probablement moins forte imposeront des aménagements dont les conséquences sociales et politiques sont encore mal appréhendées. Si l'on peut concevoir que certains segments du secteur public puissent être privatisés, les confrontations d'idéologies et d'intérêts entourant de telles décisions ne manqueront pas de faire l'objet de rudes débats. Comme dans le cas du secteur privé, le «management» des administrations étatiques et paraétatiques devra être revu dans le sens de plus d'efficacité et d'économicité. Enfin, on ne saurait nier que les systèmes de taxation provoquent, par le poids des prélèvements, le mécontentement d'une proportion de plus en plus grande des populations et des effets dissuasifs sur la volonté d'entreprendre.
- d) *L'éducation* a été l'un des enfants chéris des gouvernements depuis 1945. Les résultats sur le plan de la croissance, de l'amélioration de la qualité de la vie, du développement scientifique et technique et de la vie culturelle ont-ils été équivalents aux efforts budgétaires ? On peut en douter ; malgré de belles réalisations, on perçoit aussi de nombreuses lacunes, pour ne pas parler de gaspillages. Il est vraisemblable que de profondes révisions devront être envisagées dans les programmes et méthodes scolaires, en particulier en matière de formation professionnelle (combien de jeunes chômeurs aujourd'hui ont terminé leur scolarité obligatoire, mais se trouvent déphasés face aux demandes de l'économie moderne !). L'Université n'échappe pas aux critiques. Devenue elle-même grande et bureaucratique, elle perd en flexibilité et en capacité d'expérimentation et

d'innovation. Comme il lui est parfois peu aisé de modifier l'existant, elle procède par adjonctions de nouveautés qui viennent s'ajouter à l'héritage du passé et qui deviennent, à leur tour, des facteurs de stratification. Dépendante des fonds publics, l'Université apparaît toujours comme une quémandeuse, jamais satisfaite des budgets qui lui sont alloués. Lui sera-t-il enfin permis de rechercher, par sa propre initiative, d'autres sources de fonds, notamment en vendant certains de ses services ?

La liaison Université-économie devra vraisemblablement s'intensifier, au bénéfice des deux partenaires. Contrairement à ce que l'on pense, la recherche appliquée, qui conduit à des produits ou à des procédés, n'est pas en opposition avec la recherche fondamentale, préoccupée de vérité. Un enseignement qui incorpore la réalité quotidienne ne saurait nuire aux formulations théoriques ou aux aspirations culturelles. Le déplacement des hautes écoles à Dornoy et à Ecublens les a éloignées de la Cité. Pourquoi ne pas favoriser l'établissement dans leur périphérie d'entreprises et d'activités sociales indépendantes mais qui permettraient de mieux faire le pont entre le concret et l'abstrait. Sans rêver d'une Silicon Valley, on peut toutefois imaginer qu'un milieu fourmillant de vie et poursuivant des objectifs diversifiés servirait mieux la communauté vaudoise et romande qu'un ghetto universitaire !

Il a été relevé plus haut que la population vieillissait et que les services sociaux en seraient négativement affectés. On vit maintenant plus longtemps et plus activement ; il serait regrettable que des hommes et des femmes, ayant passé l'âge de la retraite fussent condamnés au loisir, si tel n'est pas leur souhait. L'Université du «troisième âge», dont le désignation est mal venue, devrait s'ouvrir à des personnes plus âgées qui n'ont pas perdu l'ambition de jouer un rôle actif dans l'économie ou dans leur communauté. Des cours pratiques seraient dès lors parfaitement justifiés, s'ils pouvaient faciliter, et pourquoi pas, une nouvelle carrière.

Les études prospectives des années 60 et 70 ont généralement déçu parce que, sans doute, trop influencées par les extrapolations et des modèles rigides de pensée. Trop de sagesse écrasante et pas assez de folie géniale ? «Qui, écrit M. Lever¹, sont les modernes briseurs d'apparences capables de ... tenir ce langage de vérité et de dérision qui fut, pendant des siècles, celui du porteur de marotte ?». Souhaitons que la *Revue économique et sociale* puisse poursuivre longtemps son rôle de révélateur et d'explicateur des tendances de notre société, avec un peu de folie et beaucoup de sagesse !

¹ Maurice Lever : «*Le sceptre et la marotte*», Fayard, Paris, 1983.